

La fraude a financé la submersion migratoire

écrit par Conan | 22 novembre 2019



« Les danaïdes » par John William Waterhouse (1903) Un bonne image du système social français, qui assèche lentement mais sûrement les classes moyennes « de souche »

.
Je me permets de reproduire, ci-après, l'excellent article paru dans le quotidien « Présent » du 16 Novembre 2019, sous la plume d'Arnaud Raffard de Brienne.

On comprend mieux pourquoi les deux élues chargées d'enquêter sur le sujet y ont finalement renoncé, pressentant bien que les révélations qui en seraient résultées auraient eu un impact politiquement inopportun selon leur propre aveu !!!...

.
A vrai dire, dans un premier temps, électoralement inopportun ! Ce point de vue est gravissime ! Cette expression signifie bien que ces élues ont conclu qu'il était préférable de laisser les Français dans l'ignorance ! Ou bien, c'est l'appréciation qui leur a été communiquée en haut lieu pour leur demander de clore leur enquête et

qu'elles ont sottement reprise à leur compte... On comprend bien qu'il ne fallait absolument pas que l'Etat lui-même apprenne aux Français à quel point on les avait saignés à coups de taxes, d'impôts et cotisations diverses pour financer l'invasion de leur pays, lequel, il n'y a pas si longtemps, était encore le plus beau du monde et le plus sûr !...

Ledit article ne reprend pas les autres coûts collatéraux qui s'y rapportent : criminalité/insécurité, vandalisme, fraudes en tous genres, notamment faux diplômes à gogo, l'hôpital pour tous et même pour le monde entier, la crétinisation de notre système éducatif, la fuite des cerveaux etc.

.

LA FRAUDE SOCIALE : UN PILLAGE LONGTEMPS OCCULTÉ

Courageuses mais pas téméraires, la sénatrice Nathalie Goulet et la députée Carole Grandjean, missionnées fin mai dernier par le Premier ministre Edouard Philippe pour tenter d'évaluer (enfin) le montant de la fraude aux prestations sociales en France, viennent de rendre un rapport bien incomplet. Face à l'ampleur du scandale redouté, elles évoquent benoîtement « l'impossibilité matérielle » d'aller plus avant dans leur mission, ce qui peut s'entendre au vu de la complexité du dossier, mais surtout « l'inopportunité politique » de poursuivre leurs recherches, évoquant le risque que des « polémiques relatives aux montants de la fraude obèrent le fond de leur rapport et de leurs propositions ». Dans le genre « courage, fuyons », elles évoquent la nécessité d'un audit indépendant.

Il faut reconnaître que leurs découvertes dépassent l'entendement de l'honnête homme et mettent sans doute en évidence la plus grande occultation de l'histoire, dont ont pu se rendre coupables les gouvernements successifs ayant

sciemment caché, des décennies durant, le pillage de notre système social redistributif que l'on souhaiterait aujourd'hui escamoter dans les meilleurs délais, en souriant avec condescendance de sa caducité.

Pour planter le décor, rappelons d'abord que la population française et apparentée ne pèse que 1% de la population mondiale mais bénéficie de 750 milliards de prestations sociales, soit 15% de l'ensemble de la redistribution planétaire. Parmi les perles de ce rapport, citons, en vrac, les 1,8 millions de numéros de Sécurité sociale frauduleux. Ou encore les 8 millions de cartes Vitale surnuméraires toujours actives. Pourtant, un rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) épinglait déjà en 2013 les quelques 7,76 millions de cartes vitale excédentaires.

Qu'a-t-on mis en oeuvre depuis ces six dernières années pour faire cesser cette ruineuse aberration ? Rien, strictement rien. Il ne fallait sans doute pas désespérer les « quartiers difficiles »... Et puis, ce sont les femmes venues d'ailleurs accouchant trois fois la même année, les 4 milliards de retraites versées à des retraités vivant à l'étranger sans qu'aucune justification ne soit exigée, le fraudeur aux 70 enfants, les prolifiques polygames, les 3,1 millions de centenaires nationaux...et on en passe. Selon le Répertoire d'identification des personnes physiques (RNIPP), il y aurait en France 84 millions de personnes ayant-droit aux prestations sociales pour une population totale de 67 millions. Cherchez l'erreur ...

La fraude a financé la submersion migratoire

C'est bien d'un scandale sans précédent qu'il s'agit avec la révélation de ce que d'aucuns pressentaient depuis longtemps. Dans un pays où les classes moyennes sont asphyxiées fiscalement, alors que les services publics se dégradent et que 9 millions de citoyens vivent sous le seuil de pauvreté, l'Etat a failli en occultant délibérément

l'ampleur de la fraude sociale qui n'est autre que du vol. Un inimaginable prédation s'élevant à plusieurs centaines de milliards sur les trente dernières années, longtemps cautionnée et sciemment dissimulée aux payeurs, les salariés, chefs d'entreprise, artisans, indépendants, retraités...auxquels il est maintenant demandé de se serrer la ceinture.

Car il ressort à l'évidence que cette fraude a financé la submersion migratoire de notre nation, au détriment des équipements collectifs, routes, hôpitaux, de la recherche, de l'enseignement et de l'ensemble des activités régaliennes, avec la complicité des classes politique, médiatique, syndicale et même ecclésiastique qui savaient ou tout au moins se doutaient mais se taisaient pour maintenir une paix fictive dans les banlieues et ne pas nourrir la vindicte populiste. C'est le mensonge fondateur, celui qui englobe tout, servi par des démographes courtisans et imposteurs, des prestidigitateurs de haute volée dont Hervé Le Bras incarne, et de loin, l'archétype le plus abouti.

Ces silences, manipulations et dissimulations constituent le cœur nucléaire à l'origine de la submersion migratoire et de son financement par nos concitoyens. Si les études et audits devaient être menés à leur terme, nos concitoyens découvrirait ébahis à quel point ils ont été trompés, taxés, ponctionnés, tondus même et appauvris, eux et leur famille, avec un cynisme effrayant.